

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUARANTE-NEUVIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le jeudi 9 août 1979, à 10 h 30.

Président : U SAW HLAING (Birmanie)

## PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

Algérie :Allemagne, République fédérale d' :

M. J. PÖHLMANN

Argentine :

M. A. DUMONT

Australie :

Sir James PLIMSOLL

M. A. BEHM

Mme M. WICKES

Belgique :

M. P. BERG

Birmanie :

U SAV HLAING

U NGWE WIN

Brésil :

M. S. DUARTE

Bulgarie :

M. I. SOTIROV

M. H. HALATCHEV

Canada :

M. R. HARRY JAY

M. J.T. SIMARD

Cuba :

M. L. SOLA VILA

Mme V.B. JACKIEWICH

Egypte :

M. O. EL-SHAPEI

M. N. FAHMY

Etats-Unis d'Amérique :

M. A.S. FISHER

M. A. AKALOVSKY

M. R. MIKULAK

M. M. SANCHES

M. J. CALVERT

M. W. DUNLOP

M. M. DALEY

M. D. KOELEMAY

Ethiopie :

M. T. TERREFFE

M. G. ALULA

## PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>France</u> :	M. F. de la GORCE M. M. COUTHURES
<u>Hongrie</u> :	M. M. DOMOKOS M. A. LAKATOS
<u>Inde</u> :	M. C.V. GHAREKHAN M. S.T. DEVARE
<u>Indonésie</u> :	M. S. DARUSMAN M. D.B. SULEMAN M. SILA'BAN
<u>Iran</u> :	M. D. AMERI
<u>Italie</u> :	M. V. CORDERO di MONTEZEMOLO M. FOLCO de LUCA M. C. FRATESCHI
<u>Japon</u> :	M. T. NONOYAMA M. R. ISHII M. TSUNOO
<u>Kenya</u> :	M. S. SHITETII M. A. JET ODENDO
<u>Maroc</u> :	M. S.M. RAHHALI M. M. CHRAIBI
<u>Mexique</u> :	M. M.A. CACIRES
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDIEMBILEG M. L. BAYART
<u>Nigéria</u> :	M. T.O. OLUMOKO
<u>Pakistan</u> :	M. J.K.A. MARKER M. M. AKRAM
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.H. FEIN M. A.J. MEERBURG
<u>Pérou</u> :	

## PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Pologne</u> :	M. B. SUJKA M. H. PAC M. M. KRUCZYK
<u>République démocratique allemande</u> :	M. G. HERDER M. W. KOETTER M. M. GRACZYNSKI
<u>Roumanie</u> :	M. C. ENE M. V. TUDOR
<u>Royaume-Uni</u> :	M. D. SUMMERHAYES M. P.M.W. FRANCIS
<u>Sri Lanka</u> :	M. I.O. JONSEKA
<u>Suède</u> :	M. L. NORBERG M. S. STRÖMBÄCK
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. V. TYLNER
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELYAN M. Y.K. NAZARKINE M. M.M. BELOUSSOV M. N.V. PESTEREV M. A.I. TIOURENKOV M. E.D. ZAITSEV M. M.G. ANTIOUKHINE M. N.P. SMIDOVITCH
<u>Venezuela</u> :	Mme R. LISBOA de NECER
<u>Yougoslavie</u> :	M. D. DJOKIĆ
<u>Zaire</u> :	M. M. ULONGANDUSU ESUK
<u>Secrétaire</u> :	M. R. JAIPAL

Le PRESIDENT (Birmanie) (traduit de l'anglais) : Hier, j'ai proposé au Comité que les délégations procèdent à des consultations officieuses afin de s'entendre au sujet des paragraphes du dispositif de notre rapport au titre des différents points. Plusieurs délégations nous ont fait parvenir des projets de paragraphes concernant tels ou tels points et le secrétariat a également établi des documents.

A mon avis, nous devrions à présent nous efforcer de trouver une zone de consensus et nous entendre ensuite sur des textes communs. La meilleure façon de procéder à cette fin serait de tenir des consultations officieuses et je suis heureux que cette suggestion ait recueilli l'assentiment général. D'une manière plus précise, je voudrais proposer que ces consultations officieuses commencent sans délai, sous la présidence de mon successeur, à savoir l'Ambassadeur du Canada.

Nous avons déjà achevé nos déclarations d'opinions et il nous reste à présent à prendre des décisions sur la base d'un consensus. Je propose donc que la représentation des délégations aux consultations officieuses se situe au niveau de la prise de décisions. Si nous procédons ainsi, il est probable que nous pourrions achever nos travaux d'ici demain soir. J'espère que le Comité acceptera ma suggestion et que toutes les délégations apporteront une coopération sans réserve.

Je voudrais remercier l'Ambassadeur du Canada d'avoir bien voulu accepter de présider les consultations officieuses et de m'aider en ce faisant.

Pendant la tenue des consultations officieuses, je continuerai de présider les séances plénières et les réunions officieuses et de diriger les travaux du Comité lors des première et deuxième lectures et de la lecture finale du rapport.

S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

L'Ambassadeur du Canada ouvrira les consultations officieuses à la fin de la présente séance plénière, dans la salle C.108.

Le secrétariat met aujourd'hui en distribution les documents suivants :

- 1) Le document CD/48 présenté par les délégations des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, intitulé "Rapport commun américano-soviétique concernant l'état des négociations bilatérales sur la question de l'interdiction des armes chimiques".
- 2) Le document CD/49 présenté par la délégation des Pays-Bas, intitulé "Armes chimiques - Réponses au questionnaire figurant dans le document CD/41".

M. HERDER (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) :

Monsieur le Président, la session de 1979 du Comité du désarmement s'achève. Si nous jetons un regard en arrière sur l'oeuvre accomplie, nous constatons que nous avons travaillé très activement et de façon intensive. Le règlement intérieur, rédigé par écrit pour la première fois dans l'histoire du Comité, a résisté à l'épreuve des faits.

(M. Herder, République démocratique allemande)

Grâce à lui, le Comité a pu s'attaquer à ses tâches avec la souplesse voulue et, se fondant sur ce règlement, il a, au cours de sa session d'été, accordé la priorité à l'examen de questions de fond, conformément à son programme de travail.

Ma délégation estime que le travail accompli a été positif. Ce fait est confirmé par les nombreuses propositions concrètes qui ont été présentées. Les Etats socialistes ont soumis des propositions concernant tous les problèmes inscrits à l'ordre du jour, ce qui est également reflété dans le projet de rapport. Nous nous en félicitons. Mais en même temps nous nous rendons bien compte que le Comité n'a malheureusement pas exploité toutes les possibilités qui s'offraient à lui de prendre de nouvelles mesures concrètes pour mettre en oeuvre son programme de travail.

A cet égard, nous soulignons notre position selon laquelle le Comité aurait pu continuer de se réunir quelques semaines encore. Cela lui aurait sans doute permis d'enregistrer quelques résultats supplémentaires avant la trente-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Ce n'est pas une coïncidence si le Comité a considéré la signature du traité SALT II comme un événement marquant dans le domaine de la limitation de la course aux armements nucléaires. Compte tenu du fait que ce traité sera immédiatement suivi par des négociations sur un traité SALT III, l'importance du traité SALT II en tant qu'étape sur la voie du désarmement nucléaire devient évidente. Nous partageons l'opinion maintes fois exprimée selon laquelle les résultats des négociations SALT II exerceront une influence positive sur d'autres négociations en matière de désarmement et surtout, par exemple, sur les travaux du Comité du désarmement à Genève.

Mais il ne faut en aucun cas en tirer prétexte pour abandonner les négociations en matière de désarmement nucléaire au sein du Comité. Nous estimons que le Comité du désarmement en tant qu'organe multilatéral de négociation peut et doit faire face à ses responsabilités spécifiques en matière de désarmement nucléaire. Une tâche importante devrait consister à définir exactement ce rôle et à en tirer des conclusions pertinentes pour le travail pratique du Comité.

La question de la cessation de la course aux armements nucléaires et celle du désarmement nucléaire ont pris, et à juste titre, une place essentielle dans le cadre de nos activités. Nous constatons avec satisfaction que tout le monde est d'accord pour reconnaître que l'adoption de mesures efficaces en ce domaine représente une tâche hautement prioritaire. La République démocratique allemande et d'autres Etats socialistes membres du Comité se sont toujours préoccupés de voir cette tâche prioritaire reflétée dans les activités pratiques du Comité. Il ne fait pas de doute qu'au cours de la session de cette année, le Comité a fait de grands efforts pour se montrer à la hauteur de cette tâche.

(M. Herder, République démocratique allemande)

Nous éprouvons beaucoup de satisfaction à voir que les échanges d'opinions sur les mesures concrètes à prendre pour arrêter la course aux armements nucléaires ont reçu une nouvelle impulsion du fait de la proposition des Etats socialistes concernant des négociations sur l'arrêt de la fabrication de tous les types d'armes nucléaires et sur la réduction graduelle de leurs stocks jusqu'à leur élimination complète (CD/4). Cette proposition a pris une place centrale dans le cadre du débat consacré aux mesures de désarmement nucléaire. Elle a suscité beaucoup d'intérêt et a été largement approuvée.

Maintenant, à la fin de la session de cette année, il ne fait pas de doute que le Comité se trouve en présence de nombreuses idées concernant les procédures d'organisation futures d'une part, et les diverses idées sur la réalisation concrète des négociations proposées, d'autre part. Nous estimons que la déclaration du Groupe des 21 (document de travail CD/36/Rev.1), que nous approuvons d'une manière générale, mérite de retenir une attention particulière. Nous estimons aussi que différentes remarques faites et questions soulevées par de nombreux orateurs au cours des séances officielles et des réunions officieuses sont intéressantes et utiles.

Les échanges de vues qui ont eu lieu jusqu'ici ont contribué à éclaircir un certain nombre de problèmes et ouvert la voie à de nouveaux progrès. Il en est résulté en général une amélioration des conditions qui permettront à nos activités en ce domaine de se poursuivre de façon fructueuse en 1980.

La proposition des Etats socialistes avait pour principal objectif, comme vous le savez, de parvenir à s'entendre sur des décisions concrètes en vue de préparer immédiatement, dès la session actuelle, des négociations sur un désarmement nucléaire complet. Bien que cet objectif n'ait pu encore être atteint, nous estimons qu'il était important de discuter des principes fondamentaux relatifs aux négociations sur des mesures de désarmement nucléaires.

De nombreux orateurs ont rappelé, par exemple, qu'il était nécessaire d'adopter une procédure par étapes. Nous partageons ce point de vue. Qu'est-ce que cela signifie du point de vue de nos activités concrètes ?

A présent qu'on s'est mis d'accord sur la nécessité d'apporter une solution au problème du désarmement nucléaire et que l'on dispose de directives fondamentales sur la méthode à suivre - nous estimons tous que le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, en particulier son paragraphe 50, constitue une directive générale de ce genre - l'étape logique suivante serait de s'entendre sur l'organisation et la préparation technique de négociations qui devraient commencer aussitôt que possible. Telle est précisément la préoccupation des Etats socialistes.

(M. Herder, République démocratique allemande)

Le problème des garanties de la sécurité des Etats joue à juste titre un rôle important dans le cadre des négociations. Nous estimons qu'à cet égard une question fondamentale se pose, à laquelle il est extrêmement important de répondre pour pouvoir progresser dans le domaine du désarmement nucléaire. Cette question consiste à savoir comment garantir les intérêts de la sécurité nationale dans les conditions qui règnent actuellement. Ces intérêts permettent-ils de maintenir et de développer sans entraves le potentiel en armes nucléaires du pays considéré ? Ou n'est-il pas préférable de pourvoir aux intérêts de la sécurité de chaque Etat grâce à des mesures mutuellement convenues, visant à abaisser constamment le niveau de l'équilibre des forces militaires et à parvenir en fin de compte à la destruction totale des moyens matériels de guerre nucléaire ? A notre avis cette dernière méthode paraît être la seule solution acceptable.

Le Comité a souvent été prié de retenir tel ou tel élément ou ensemble d'éléments pour entreprendre des négociations sur le désarmement nucléaire. Le représentant du Nigéria a proposé de prendre pour commencer des mesures pour "geler" la course aux armements nucléaires. Il s'agit d'une idée très intéressante qui, à notre avis, mérite de retenir l'attention. En "gelant" la course aux armements nucléaires, on maintiendrait le rapport des forces approximativement équilibré qui existe à l'heure actuelle.

Cela offrirait en même temps les meilleures conditions pour les futures étapes sur la voie du désarmement nucléaire. De l'avis de la République démocratique allemande, le Comité devrait poursuivre cette politique l'an prochain également.

Pour terminer, je souhaiterais conclure une fois de plus que le moment est venu de créer un groupe de travail qui se mette d'accord sur la date, le lieu et le choix des participants aux négociations de fond. En outre, un catalogue énumérant toutes les mesures qui jouent un certain rôle dans le processus d'ensemble du désarmement nucléaire pourrait être établi. Des propositions variées ont été faites à ce sujet au cours de la session de cette année du Comité du désarmement. Il conviendrait d'y donner suite sans plus tarder.

M. SUJKA (Pologne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais saisir cette occasion pour associer ma délégation aux félicitations et aux bons voeux qui vous ont été adressés à l'occasion de votre accession à la Présidence du Comité.

J'aimerais également qu'il soit pris acte que nous avons apprécié la façon sage et habile dont le Président sortant, le distingué représentant de la Bulgarie, a dirigé nos travaux durant le mois de juillet dernier.

Au moment où cette active session du Comité du désarmement se termine, on est naturellement tenté de réfléchir, avec le bénéfice de l'expérience, sur le cours de nos délibérations, d'évaluer leurs résultats et sur cette base, de tirer des conclusions.



Profitant de votre indulgence, Monsieur le Président, j'aimerais faire quelques observations générales sur les travaux du Comité à sa session de cette année et commenter certains de ses résultats.

De l'avis de ma délégation, la session a différé de celles des années passées à plusieurs égards. D'une part, nous nous sommes réunis en un plus grand nombre de délégations, ce qui fait que notre forum a été plus représentatif que jamais. D'autre part, et plus important encore, notre session s'est déroulée dans un climat international où quelques changements positifs sont intervenus.

Ainsi, grâce aux résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, nous sommes arrivés à cette session mieux préparés pour nous acquitter plus efficacement de notre mandat. Notre action dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements s'est en outre trouvée aidée et facilitée par l'évolution de la politique de coexistence pacifique et par l'expérience de son application pratique dans les relations internationales.

Voyant les choses sous cet angle, ma délégation ne devrait avoir aucune difficulté majeure à répondre à la question indûment embarrassée qui semble préoccuper certains d'entre nous dans cette salle, à savoir : "Que dirons-nous à nos mandants au sujet des résultats des travaux du Comité en 1979 ?" Ma délégation estime que chaque délégation devrait, pour commencer, informer ses mandants de sa propre contribution aux efforts collectifs du Comité et de la part des réalisations, ou des échecs, du Comité qu'elle peut légitimement revendiquer.

Je ne veux pas nier par là, Monsieur le Président, que le Comité doit être tenu responsable du résultat final de ses efforts. C'est la méthode proposée à cette fin qui nous pose quelque difficulté.

A notre avis, la seule méthode équitable de tenir cet organe responsable des résultats serait pour chacun de se demander : Quelle a été la contribution de ma délégation ? Nous représentons tous des pays souverains. Chacun de nos pays poursuit la politique extérieure qu'il juge la plus appropriée, compte tenu de son histoire et de sa situation internationale, la politique qui correspond le mieux aux besoins de sa population et aux vues de ses dirigeants.

Aussi diverses que puissent être nos toiles de fond historiques et politiques, nous nous sommes rassemblés autour de cette table de conférence pour rechercher un accord sur les mesures nécessaires pour promouvoir les objectifs que nous semblons tous partager. Nous nous sommes engagés à rechercher ces objectifs sur la base d'un consensus - seule base possible pour parvenir à des décisions lorsque celles-ci ont des incidences sur les intérêts de la sécurité nationale.

Il est indéniable que cette méthode de prise de décisions devrait faciliter la compréhension entre les Etats souverains et ne pas entraver les progrès vers les objectifs qui leur sont chers. Nous sommes tous d'accord qu'il y a deux aspects au principe du consensus, qui se complètent l'un l'autre. Le premier est une série de droits appartenant aux parties, dont celles-ci peuvent se prévaloir pour défendre leurs intérêts vitaux. L'autre est une série correspondante d'obligations de s'employer au mieux pour promouvoir la réalisation de l'objectif convenu. Ainsi, le consensus représente-t-il pour nous une unité cohérente de droits et d'obligations de chacune des parties pour chaque question. Il serait impensable d'imaginer une situation où une partie revendiquerait pour elle uniquement les droits, en ne laissant à l'autre que les seules obligations. Une telle approche ne ferait que reléguer la question de l'égalité des parties au domaine de la rhétorique et de la sémantique.

Monsieur le Président, si nous sommes en général d'accord sur le caractère négociateur de cet organe, il nous arrive parfois d'éprouver quelques difficultés au sujet de la signification exacte du verbe "négocier" ou de la façon de l'interpréter. Ma délégation, pour sa part, estime qu'il faut l'interpréter comme étant un processus à plusieurs stades en vue de parvenir à une entente grâce à une clarification des positions suivie de l'identification des zones d'accord et de divergences et d'une concentration des efforts en vue d'éliminer celles-ci. Ce n'est qu'au stade final que les parties peuvent utilement procéder à la rédaction d'un texte spécifique en langage de traité.

Monsieur le Président, j'aimerais me référer à un point de notre programme de travail pour montrer la complexité des problèmes qui nous confrontent à la session actuelle et la façon dont ma délégation a essayé d'apporter sa contribution aux travaux du Comité. Incidemment, c'est ce que nous allons dire à nos mandants.

Comme vous le savez, certaines délégations, dans leur approche de la question d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques, auraient voulu que le Comité procède déjà, dès le stade actuel, à la rédaction des dispositions spécifiques d'une future convention. On a estimé à cet égard que la création d'un groupe de travail spécial serait souhaitable.

Ma délégation n'aurait eu aucune difficulté à appuyer la procédure suggérée et nous l'avons répété maintes fois, tant en réunion officieuse qu'en séance plénière. Mais il s'est révélé qu'aucune communauté de vues n'a pu se dégager à cet égard au Comité.

Les choses étant ce qu'elles sont, ma délégation a entrevu deux solutions possibles à ce dilemme : soit essayer de progresser rapidement et d'une seule traite vers l'objectif ultime, soit de décider de progresser dans cette direction par étapes régulières et déterminées.

(M. Sujka, Pologne)

Etant donné que la première solution aurait très vraisemblablement soulevé un débat de procédure de plus en plus formaliste et acrimonieux, un débat pour le débat qui, loin de favoriser notre objectif commun, aurait risqué de noyer l'enfant dans un flot de paroles, nous avons opté pour la deuxième solution, celle d'une approche plus pragmatique.

Cette approche, à notre avis, offrait une occasion d'exploiter toutes les possibilités d'une discussion et d'un travail de fond dans le domaine des armes chimiques, une procédure qui devrait nous aider à surmonter graduellement nos difficultés.

En conséquence, nous avons d'abord suggéré de poursuivre nos travaux dans des groupes de contacts officieux et au cours de consultations officieuses pour déterminer la façon la plus appropriée d'harmoniser les efforts bilatéraux et multilatéraux dans le domaine du désarmement chimique.

A l'issue de ces consultations, ma délégation a pensé qu'il était possible et souhaitable de suggérer que le Comité entame le processus de négociation en élaborant le schéma d'une convention future en se fondant sur les acquis de la CCD, du Comité de désarmement et des négociations bilatérales.

Ma délégation constate avec satisfaction que cette approche s'est, dans une large mesure, révélée être efficace et pratique. En effet, nous avons pu identifier de nombreux éléments d'un schéma de convention future. En fait, nous disposons de suffisamment de matériaux pour rédiger un document assez détaillé de ce type - et ma délégation serait certainement heureuse de se réserver le droit de le faire au moment opportun - un document qui pourrait constituer une base suffisamment réaliste pour la poursuite des travaux du Comité dans le domaine des armes chimiques.

Les matériaux auxquels je pense comprennent :

- les documents de travail présentés par plusieurs délégations, et plus particulièrement par celle des Pays-Bas et la mienne;
- l'important rapport commun sur l'état des négociations bilatérales entre l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique;
- les résultats des amples discussions qui se sont déroulées à la session actuelle du Comité, ainsi que les nombreux documents de travail ayant trait à des questions de fond spécifiques en matière d'armes chimiques.

Nous avons des raisons de croire que les deux puissances parties aux négociations bilatérales, dont l'intérêt qu'elles portent à une interdiction efficace des armes chimiques a été confirmé dans leur rapport commun, continueront de coopérer à nos efforts dans ce domaine. Nous voulons espérer également que d'autres Etats, ou groupes d'Etats, apporteront une contribution utile et constructive à

(M. Sujka, Pologne)

cet égard. La délégation envisage, avec espoir la perspective de travailler avec eux à la réalisation de notre objectif commun - une interdiction prochaine et efficace des armes chimiques.

Monsieur le Président, la délégation polonaise ne partage pas l'évaluation sceptique, pour ne pas dire négative, de certaines délégations au sujet des résultats de la session actuelle. Nous n'avons en outre aucun doute quant à la crédibilité de ce Comité en tant qu'organe efficace et viable de négociations multilatérales dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement. Si, malheureusement nous n'avons guère réussi à enregistrer beaucoup de progrès tangibles dans des domaines hautement prioritaires comme la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, l'interdiction des essais d'armes nucléaires ou l'interdiction complète de la mise au point de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes, nous avons fait considérablement mieux dans d'autres secteurs.

Ainsi, outre ses travaux constructifs et intéressants dans le domaine des armes chimiques, le Comité a reçu un document commun américano-soviétique énonçant les principaux éléments d'un projet de convention sur l'interdiction des armes radiologiques. Lorsque ce document aura été dûment étudié par des experts dans nos capitales, le Comité sera certainement en mesure d'élaborer en le prenant pour base, l'année prochaine, un nouvel instrument international de grande valeur. En fait, ma délégation est entièrement disposée et prête à entreprendre un travail en la matière, même dans le temps dont le Comité dispose encore cette année.

Le Comité a également eu la possibilité de jeter un premier regard utile sur la question des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires, conclusion que l'on peut certainement tirer du rapport du Groupe de travail spécial publié sous la cote CD/47.

Tels sont donc, Monsieur le Président, les résultats nullement négligeables de nos travaux en 1979. Ces travaux et ces résultats constituent, à notre avis, une première étape nécessaire et un tremplin pour nos travaux futurs.

Il est évident que les progrès futurs dans les domaines qui relèvent de notre compétence dépendront, dans une large mesure, de la volonté politique et de la coopération constructive de toutes les délégations assises autour de cette table de conférence.

De même qu'à la session de 1979, la délégation polonaise s'efforcera par tous les moyens d'apporter une contribution positive aux travaux du Comité en 1980 également.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, la session de 1979 du Comité du désarmement touche à sa fin. Le moment est venu de faire le point de la session qui a duré en tout plus de cinq mois. Cette année, pour la première fois, le Comité du désarmement a travaillé avec une composition élargie, **comprenant des** Etats nucléaires et non nucléaires situés dans tous les continents et dans les différentes régions du monde, membres d'alliances militaires et pays non alignés. Il existe donc au Comité une bonne possibilité de confronter les points de vue sur des questions précises inscrites à l'ordre du jour, d'avancer des idées constructives et de choisir des propositions de nature à favoriser la cessation de la course aux armements et le désarmement.

L'Union soviétique attache une grande importance au Comité du désarmement en tant que principal organe de négociations multilatérales sur la cessation de la course aux armements et le désarmement. La preuve tangible en est le message de félicitations que le Chef de l'Etat soviétique, le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et Président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, Leonid Iliitch Brejnev, a adressé au Comité du désarmement. Dans ce message était exprimé l'espoir que l'année 1979 serait marquée par les résultats pratiques que tous les peuples de la terre attendent des activités du Comité.

Que faut-il faire pour parvenir à ces résultats pratiques ? Dans le message du Chef de l'Etat soviétique il est souligné qu'il "faut doubler, tripler, décupler les efforts qui visent à donner un tour décisif à la lutte pour l'arrêt de la course aux armements."

C'est précisément ce que fait l'Union soviétique. Elle n'épargne aucun effort pour mettre fin à la course aux armements, pour écarter la menace d'une guerre nucléaire mondiale. Les rencontres de L.I. Brejnev avec le Président J. Carter, des Etats-Unis d'Amérique et le Président français Giscard d'Estaing répondent à ces nobles objectifs. La signature à Vienne du Traité sur la limitation des armes stratégiques offensives (SALT II), qui amorce la réduction d'un certain nombre de types d'armes les plus destructeurs, a été un événement extrêmement important. Comme on le sait, les négociations SALT II doivent être suivies de négociations SALT III.

Une importance particulière a été attribuée à la question de la cessation de la course aux armements lors des rencontres que L.I. Brejnev a eues l'été dernier avec les dirigeants des pays socialistes frères.

Tout un ensemble de propositions visant à écarter la menace de guerre, à amener la détente militaire, ont été proposées à la réunion du Comité des Ministres des affaires étrangères des Etats parties au Traité de Varsovie qui s'est tenue les

(H. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

14 et 15 mai 1979 à Budapest. De nouvelles propositions ont également été faites par les pays socialistes aux négociations sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale.

La ligne active et les initiatives, adoptées par l'Union soviétique et les autres Etats socialistes à propos des questions de désarmement, s'expliquent par la nature et le système social de ces Etats, où il n'y a ni classes, ni couches sociales pour lesquelles la course aux armements présente un intérêt. Voilà l'origine de la ligne que suivent la délégation soviétique et les délégations des autres pays socialistes au Comité du désarmement. C'est dans cet esprit que nous avons présenté différentes propositions, déposé des projets d'accords, apporté des précisions et demandé au Comité de faire porter essentiellement son attention sur le fond même des problèmes du désarmement et de ne pas perdre de temps en de stériles débats de procédure. Nous avons préconisé avec vigueur un débat sérieux et constructif sur les problèmes de désarmement inscrits à l'ordre du jour et avons enfin suggéré de prolonger la session de 1979, convaincus que de véritables négociations sur ces questions complexes et multiformes et des progrès sur la voie du désarmement ont une bien plus grande importance pour le destin du monde que les lamentations sur le fait qu'il n'est pas encore possible aujourd'hui de résoudre d'un seul coup tous les problèmes du désarmement ou tout au moins certains d'entre eux.

Il n'y a pour ainsi dire pas une seule question inscrite à l'ordre du jour à propos de laquelle l'Union soviétique, agissant soit isolément, soit conjointement avec d'autres pays socialistes ou d'autres Etats membres du Comité, n'ait présenté de documents pouvant servir de base de discussion pour telles ou telles questions dont s'occupe le Comité. La position de l'Union soviétique et des autres coauteurs a été exposée et apparaît dans une série de documents de travail, à savoir :

- le document CD/4, "Négociations sur l'arrêt de la fabrication de tous les types d'armes nucléaires et sur la réduction graduelle de leurs stocks jusqu'à leur élimination complète", présenté conjointement avec d'autres pays socialistes au titre du deuxième point de l'ordre du jour;

- le document CD/23, "Projet de convention internationale sur le renforcement des garanties de la sécurité des Etats non nucléaires", présenté conjointement avec d'autres pays socialistes au titre du troisième point de l'ordre du jour;

- le document CD/48, "Rapport commun américano-soviétique concernant l'état des négociations bilatérales sur la question de l'interdiction des armes chimiques", présenté au titre du quatrième point de l'ordre du jour;

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

- les documents CD/35 et CD/31, "Négociations sur la question de l'interdiction des nouveaux types d'armes de destruction massive et des nouveaux systèmes de telles armes" et "Proposition commune concertée soviéto-américaine relative aux principaux éléments d'un Traité interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes radiologiques," présentés au titre du cinquième point de l'ordre du jour.

Enfin, le Comité a entendu le rapport commun sur l'état des négociations entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS sur un traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans tous les milieux et son protocole couvrant les explosions nucléaires à des fins pacifiques. Pour expliquer sa position et justifier telles ou telles dispositions, la délégation soviétique a fait maintes déclarations détaillées tant au cours des séances officielles que des réunions officieuses du Comité. Nous nous félicitons de l'intérêt porté à nos propositions. De nombreuses délégations - celles de l'Inde, de l'Australie, des Pays-Bas, du Japon, de la Suède et d'autres encore - nous ont posé des questions et ont demandé des précisions sur certains points contenus dans les déclarations de la délégation soviétique et dans les documents présentés par elle ou avec sa participation. Des dizaines de questions ont été posées sur le document relatif au désarmement nucléaire, sur la proposition commune soviéto-américaine concernant l'interdiction des armes radiologiques, sur l'interdiction des armes chimiques et sur les garanties de la sécurité des Etats non nucléaires. Nous avons attentivement étudié ces questions et avons consacré plusieurs de nos interventions à y répondre. J'ajouterai que ce travail, pendant la session de 1979, nous a donné une profonde satisfaction car cela témoigne du caractère sérieux et constructif des activités du Comité et de ses importantes possibilités virtuelles.

Sommes-nous satisfaits des résultats de la session ? Il est difficile de répondre à cette question par oui ou par non. L'Union soviétique et d'autres pays socialistes ont joué, comme auparavant, un rôle actif et constructif dans les travaux du Comité et nous en sommes bien entendu heureux. Je crois pouvoir dire en toute modestie que le Groupe des Etats socialistes a apporté une contribution très importante aux travaux du Comité. A cet égard, j'aimerais exprimer notre gratitude aux collègues des délégations des pays socialistes pour leur approche créatrice aux travaux du Comité, pour leurs propositions concrètes et constructives sur les différents points inscrits à l'ordre du jour.

Nous nous félicitons également de la coopération croissante de toutes les délégations et de la compréhension que nos propositions visant à résoudre tels ou tels problèmes concrets en matière de cessation de la course aux armements et de désarmement ont trouvée

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

auprès de la majorité des membres du Comité et en particulier des Etats non alignés. Nous sommes heureux que, s'inspirant des décisions de la rencontre de Vienne entre les dirigeants de l'URSS et des Etats-Unis, nous ayons, de concert avec la délégation des Etats-Unis, présenté au Comité une série de documents importants, qui ont été hautement appréciés. Nous nous félicitons enfin que les négociations aient commencé sur un certain nombre de questions et que de bonnes conditions aient été créées pour réaliser de nouveaux progrès.

D'autre part, nous estimons que les progrès pourraient et devraient être plus importants. Pour la délégation soviétique, le fait que le Comité ait passé la plus grande partie de son temps à examiner diverses questions de procédure et d'organisation ne saurait se justifier.

Sur les cinq mois et demi de travail du Comité en 1979, six semaines seulement environ ont été consacrées à examiner des questions de désarmement quant au fond. Certes, le règlement des questions de procédure est important puisqu'une bonne organisation des travaux crée les conditions nécessaires pour mener des négociations sur les questions relatives à la limitation de la course aux armements et au désarmement. Mais il ne faut pas porter préjudice aux négociations à proprement parler en accordant l'essentiel de l'attention à leur organisation.

Quoi qu'il en soit, on peut voir que certains de nos estimés collègues ont le goût des débats de procédure. Alors que s'achève la session annuelle du Comité, nous devons constater avec regret que de nombreuses délégations n'ont pas encore fait connaître leur opinion sur le fond des questions examinées, alors qu'elles ont assez souvent fait entendre leur voix au cours de divers débats prolongés sur des questions d'organisation. J'aimerais leur poser une question : Ne serait-il pas temps d'accorder davantage d'attention au fond des problèmes ?

Nous regrettons également qu'à cause de la position adoptée par quelques Etats, le Comité n'ait pas réussi à obtenir de résultats plus concrets à propos de certaines questions, en particulier de celle du désarmement nucléaire.

Nous considérons aussi comme injustifié le fait que quelques délégations ne souhaitent pas poursuivre les travaux de l'actuelle session du Comité bien que les documents concrets présentés sur des questions relatives à l'interdiction des armes radiologiques, aux armes chimiques, au renforcement des garanties de la sécurité des Etats non nucléaires offrent une base solide pour obtenir des résultats plus importants, et pour progresser d'une manière plus appréciable, dès la présente session du Comité, vers l'objectif recherché. Nous espérons une participation plus active de toutes les délégations aux travaux du Comité; nous croyons que leurs connaissances et leur expérience aideront à résoudre nos problèmes communs.



(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Nos problèmes sont effectivement communs. Les moyens matériels énormes actuellement consacrés à la fabrication d'armements devraient être utilisés au profit des besoins matériels et culturels des peuples. Pour ce qui est de l'Union soviétique, je puis assurer les membres du Comité que notre pays aura suffisamment de patience, d'énergie et de volonté pour mener des négociations sur l'ensemble des problèmes de désarmement, pour lutter en faveur d'un désarmement réel.

Pour conclure, la délégation soviétique aimerait exprimer sa gratitude à toutes les délégations du Comité pour leur coopération et exprimer l'espoir que la prochaine session aboutira à davantage de résultats que la présente. Il me faut aussi remercier tous les membres du secrétariat, qui ont inlassablement travaillé pour assurer le fonctionnement du Comité.

M. FEIN (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, au début de la présente séance vous avez eu la bonté de mentionner que le document CD/49 intitulé "Armes chimiques - Réponses au questionnaire figurant dans le document CD/41" avait été soumis au nom de la délégation néerlandaise. Avec votre permission, je voudrais dire quelques mots pour expliquer ces deux documents, car je n'ai pas présenté le CD/41 au moment où il a été soumis.

Les membres du Comité reconnaîtront ces documents puisqu'ils en ont parlé à plusieurs reprises dans des réunions officielles. Vous vous souviendrez qu'à l'origine le document CD/41, le questionnaire, a été distribué pour stimuler les discussions sur le fond de la question des armes chimiques. Nous l'avons laissé sous la forme d'un document de travail officieux jusqu'à ce que l'on s'y soit aussi référé dans des séances officielles du Comité. Nous avons donc pensé qu'il serait logique et opportun de le faire distribuer en tant que document de travail officiel, ce qui a été fait sous la cote CD/41.

Ayant posé ces questions aux membres du Comité et ayant obtenu au moins quelques réponses, nous avons estimé que nous devrions aussi, nous-mêmes, nous efforcer de répondre à nos propres questions et nous l'avons fait, de nouveau sous la forme d'un document de travail officieux qui a été distribué en tant que tel après avoir été rédigé par M. Ooms, l'expert de la délégation néerlandaise en matière d'armes chimiques. Etant donné que nous approchons maintenant de la fin de la session de cette année du Comité du désarmement et eu égard aux résultats que nous avons obtenus dans l'examen de la question des armes chimiques quant au fond, nous avons pensé qu'il serait aussi préférable de distribuer ces réponses aux questions du document CD/41 sous la forme d'un document de travail officiel. Je pourrais ajouter que ces réponses sont quelque peu différentes de celles contenues dans le document officieux antérieur,

(M. Fein, Pays-Bas)

qu'elles ont été légèrement modifiées, mais qu'elles contiennent à présent les vues officielles du Gouvernement néerlandais sur ces questions de fond relatives aux armes chimiques.

On a mentionné ce matin, dans plusieurs interventions, la possibilité que le Comité prononce la clôture de ses travaux demain, 10 août. La possibilité d'examiner ces documents quant au fond pendant la session de cette année paraît donc limitée, bien que la délégation néerlandaise n'aurait aucune difficulté à poursuivre les débats. Pour nous, le 10 août n'est pas une date magique. Toutefois, s'il n'est pas possible de le faire cette année, nous espérons que l'année prochaine nous commencerons sans délai à discuter de questions de fond, sans perdre du temps sur des questions de procédure comme je crains que nous ne l'ayons fait cette année.

Monsieur le Président, telles sont les deux choses que je voulais dire avec votre permission, mais j'aimerais aussi rappeler une proposition qui a été faite plus tôt au cours de la session. Je crois que c'est le 22 avril que le représentant de l'Australie a proposé d'organiser, en association avec le secrétariat, un séminaire sur les armes chimiques. Nous avons trouvé cette proposition très intéressante et bien qu'il ne sera peut-être pas possible de l'examiner plus en détail pendant la session de cette année du Comité, nous aimerions néanmoins suggérer qu'au début de notre session de l'année prochaine nous examinions de nouveau cette possibilité.

C'est tout ce que j'ai à dire pour le moment; je m'excuse de ce que ma déclaration soit bien moins impressionnante que certaines autres que nous avons entendues ce matin, mais nous autres, les représentants des Pays-Bas, nous avons essayé d'apporter une contribution positive et concrète et je pense que la présentation des deux documents sur les armes chimiques constitue une manière appropriée de terminer mes activités pendant l'actuelle session du Comité du désarmement.

Sir James PLIMSOLL (Australie) (traduit de l'anglais) : Puisque certains de nos collègues ont profité de la présente séance pour présenter quelques impressions et évaluations au sujet de la session actuelle et que d'autres voudront sans doute faire de même lorsque nous signerons le rapport, j'ai pensé qu'il serait plus simple pour tout le monde que je prenne la parole aujourd'hui.

A bien des égards, je suis d'accord avec ce que les orateurs précédents ont dit de la présente session. Je considère pour ma part qu'elle a été utile, et que nous n'avons rien à nous reprocher. Chacun de nos collègues aurait voulu que telle ou telle chose soit faite autrement.

(Sir James Plimsoll, Australie)

Chacun aurait peut-être préféré des priorités différentes. Chacun aurait peut-être voulu que l'on insiste plus ou moins sur certaines questions. Cependant, dans un Comité où l'on travaille par consensus, bien à juste titre, nous devons admettre que les opinions diffèrent quant aux priorités et que les questions nous soient soumises à différents stades de leur étude. Je sais qu'à un moment ou à un autre, nous nous sommes tous plaints que lorsque nous abordons un problème nous ne disposions pas encore de tous les rapports ou de toutes les déclarations que nous aimerions avoir mais, comme il se doit, nous tenons compte du fait que nous traitons de problèmes réels dans un monde où les choses ne sont pas toujours arrivées au point où l'on peut prendre une décision ou faire un rapport juste au moment le plus approprié pour le travail du Comité.

Je ne suis pas surpris que nous n'ayons pas été en mesure de progresser plus vite. En vérité, si l'on considère les réalisations de la communauté internationale en matière de désarmement depuis la seconde guerre mondiale, ce qui surprend, c'est qu'on ait pu tant faire pendant cette période. Pour la première fois dans l'histoire du monde, un progrès réel a été accompli à l'échelle mondiale en matière de contrôle des armements. Je pense qu'à la première session de l'Organisation des Nations Unies en 1946, à laquelle j'assistais, bien peu de gens auraient pensé que nous puissions parvenir aujourd'hui aussi loin que nous l'avons fait en matière de contrôle international des armements. Je suis d'accord avec ce qu'a dit tout à l'heure, M. Issraelyan, à savoir qu'il n'est pas possible de résoudre d'un seul coup tous les problèmes de désarmement. Nous, les membres du Comité, ne devrions pas être surpris, lorsque nous nous réunissons, de ne pas être en mesure de résoudre en une seule session, peut-être en plusieurs, peut-être en un grand nombre de sessions, des problèmes qui ont défié l'humanité depuis si longtemps. Il s'agit de problèmes réels à résoudre. Nous ne jouons pas avec les mots. Les mots recouvrent les problèmes réels de la sécurité de chaque Etat membre. Et ces problèmes sont complexes.

Lorsque les gens liront les comptes rendus de ce Comité, ils devront tenir compte du fait que les comptes rendus officiels ne montrent pas toujours ce que nous avons fait dans l'année. Le Comité a tenu des réunions officieuses, qui ne font généralement pas l'objet de comptes rendus. Il y a eu des réunions de groupes de travail, qui ne font pas non plus l'objet de comptes rendus. Il y a eu des discussions privées entre des délégations. Cependant, nous tous qui siégeons ici, pouvons évaluer pour nous-mêmes le volume total du travail qui a été fait cette année. Le présent Comité a une représentation plus large que les précédents comités du désarmement. Il comporte nominalement parmi ses membres toutes les puissances nucléaires, et quatre d'entre elles ont siégé à cette table. A mon avis, l'un des

(Sir James Plimsoll, Australie)

aspects encourageants est que les quatre puissances nucléaires ont participé à nos travaux dans une mesure inégalée au cours des précédentes discussions multilatérales sur des décisions à prendre. Il est très important et symbolique qu'immédiatement après que l'accord sur SALT II ait été conclu à Vienne, les Etats-Unis et l'Union soviétique en aient rendu compte au Comité du désarmement. C'est là, à mon avis, un acte symbolique, d'une importance considérable en tant que témoignage de la volonté de faire participer ce Comité. D'autre part, ces deux puissances, nous ont soumis à la présente session ce que l'on peut considérer comme un projet de traité sur les armes radiologiques. Ils nous ont rendu compte en détail de certaines des questions qui se posent en matière d'armes chimiques. Pour être francs, nous devons reconnaître en nous-mêmes que le deuxième de ces rapports est sensiblement plus détaillé que nous aurions réellement pu l'espérer à une certaine étape. Il est important que ces puissances soient engagées dans les travaux du Comité. Comme je l'ai déjà dit devant ce Comité, cela impose à d'autres pays une certaine responsabilité réciproque. Nous-mêmes, membres du Comité non dotés d'armes nucléaires, devrions aussi nous comporter en partenaire. Nous devons éviter une confrontation entre les puissances nucléaires et le reste du Comité. Nous sommes des partenaires. C'est là un des aspects importants que nous devons garder à l'esprit dans nos discussions. Nous tendons parfois dans les débats à nous mettre à part et à dire que les puissances nucléaires ne nous en disent pas assez ou qu'elles devraient faire davantage. Elles ont leurs responsabilités et nous les nôtres.

L'évaluation de notre travail pose certaines questions. La première est de savoir ce que l'on entend par négociations. Je suis d'accord avec ce qu'a dit le représentant de la Pologne. Certains attachent au mot négociations un sens trop exclusif. Ils interprètent ce mot comme voulant dire seulement que l'on se réunit pour négocier un texte spécifique de traité ou d'accord. Or ce n'est là qu'une des étapes des négociations, généralement l'étape finale. Mais il y a d'autres étapes, que nous avons parcourues. L'une d'elles consiste à clarifier les problèmes, à exprimer les positions ou les intérêts particuliers dont il doit être tenu compte, de sorte que chacun de nous, lorsque nous arriverons à la négociation d'un texte, soit pleinement conscient d'abord des problèmes et des faits, puis des intérêts de tous ceux que nous voulons avoir comme parties au texte. Je pense que c'est ce que nous avons fait et j'y reviendrai dans un instant. Mais c'est ce que nous avons fait souvent, particulièrement au cours de cette deuxième session.

Il y a d'autres mots qui nous troublent les idées, ceux qui décrivent nos divers organismes, les organes subsidiaires de notre Comité. Prenez le terme "groupe de travail".

(Sir James Plimsoll, Australie)

Certains représentants semblent vouloir dire que si nous n'avons pas un groupe de travail sur ce sujet, nous n'y travaillons pas, nous ne faisons rien à son propos. Mais il existe en fait d'autres types de mécanismes. Les discussions au Comité lui-même prennent parfois la forme de négociations. Parfois ce sont les discussions tenues au cours de réunions officieuses du Comité qui prennent la forme de négociations. Cette remarque vaut, je pense, pour le projet de traité sur les armes radiologiques et pour la discussion sur les armes chimiques. Nos débats à ce sujet, nos discussions détaillées, l'expression de positions de fond par les pays, les questions posées, tout cela fait partie du processus de négociation. Le travail effectué à ce sujet par nous tous qui siégeons à cette table ne se limite pas à ce qui se fait ici, à Genève, au Comité du désarmement; c'est aussi ce qui se fait dans les capitales. Une partie de ce que nous avons fait ici a été le préliminaire indispensable ou l'accompagnement nécessaire aux études faites dans nos capitales. Notre travail portera des fruits lorsque nous nous réunirons l'année prochaine. Nos gouvernements devraient maintenant être mieux placés pour se faire une opinion. Ils devraient connaître à la prochaine session ce sur quoi ils devraient être prêts à prendre position parce que les discussions ici le leur auront fait découvrir. Et nous avons aussi, je l'espère, effectué un certain travail d'information non seulement à l'égard les uns des autres, mais aussi à l'égard du monde entier. En particulier, les autres gouvernements recevront les comptes rendus de nos activités.

A l'exemple de ceux qui ont déjà pris la parole, je crois que je devrais dire quelques mots sur certains points particuliers. Pour la délégation australienne, la déception la plus grande concerne le Traité d'interdiction complète des essais. Nous avons espéré pouvoir obtenir à la présente session, sinon un texte détaillé, du moins un compte rendu plus détaillé de la situation actuelle que celui que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS ont pu nous donner. Ceci étant dit, je répète que nous n'accusons pas les trois pays nucléaires en question de tenter délibérément de tromper l'attente du Comité. Il existe des problèmes réels, des intérêts réels et s'il y a des retards, il faut bien s'en accommoder. Nous regrettons toutefois que nous n'ayons pas encore reçu de projet de traité à propos de cette question qui, contrairement à d'autres, se prêterait à mon avis à un accord. J'espère qu'avant que nous ne nous réunissions de nouveau l'année prochaine, un projet de traité sera établi. Mais en attendant, il y a des choses que nous, les autres membres du Comité, pouvons faire d'avance. J'espère que le Groupe d'experts sismologues sera en mesure de faire quelque chose à ce propos.

Et puis nous avons eu une proposition sur les armes radiologiques. Bien que nous ne soyons pas parvenus à la négociation d'un traité, nous avons quelque peu déblayé le terrain et ouvert la voie pour que quelque chose se passe l'année prochaine.

(Sir James Plimsoll, Australie)

Aucun gouvernement ne pouvait prendre position sur ce texte sans l'avoir examiné. Il faudra pour cela un examen détaillé, des consultations entre ministères au sein de nos gouvernements. Ce processus a commencé. Un certain nombre de questions ont été soulevées ici. Des représentants ont voulu trouver diverses interprétations. Un certain nombre de gouvernements, par l'intermédiaire du Comité, ont exprimé des vues sur certains des problèmes concrets qui se posent, comme celui de la relation entre le contrôle de ces armements et les utilisations pacifiques en radiologie, etc. Je pense qu'il sera possible, et c'est là notre objectif, de soumettre l'année prochaine à l'Assemblée générale un texte adopté par notre Comité. Si nous le faisons, ce sera là un succès, et la session qui s'achève y aura contribué.

Ensuite, nous avons examiné le problème des armes chimiques. A ce sujet également nous pouvons dire, je crois, que nous avons réalisé quelque progrès. C'est là un problème extrêmement compliqué. Deux grandes préoccupations ont été exposées à ce sujet. L'une concerne les rapports entre les armes et l'industrie civile, l'industrie pacifique civile légitime. Ce point nous concerne tous, et non pas seulement les puissances nucléaires. Non pas seulement les puissances industriellement développées. Il concerne tous les pays du monde, y compris les pays très peu développés, parce que dans n'importe quel pays l'application de contrôles plus stricts aux industries chimiques pourrait limiter les possibilités de développement économique. L'industrie chimique est l'une des bases essentielles du développement économique, par exemple dans le domaine des matières plastiques et dans de nombreux autres secteurs industriels. La question est donc bien concrète. Le fait que certains pays l'aient soulevée, même en passant, a contribué, je pense, à nous en faire prendre conscience. Ensuite, au sujet des armes chimiques, certains pays ont débattu des problèmes de la vérification, qui sont bien plus ardues que ceux de la vérification dans l'industrie nucléaire, parce que la marge d'activités communes avec l'industrie civile est bien plus grande et parce que les moyens de détection sont bien plus complexes. Nous voulons éviter un système de vérification qui soit trop coûteux ou qui implique la divulgation injustifiée de connaissances relatives à l'industrie ou à la sécurité. Nos discussions ont aussi contribué à la prise de conscience de ce problème et le Comité ne devrait pas minimiser cette contribution. A un moment donné, j'avais espéré que nous pourrions nous entendre d'une manière très provisoire sur la présentation d'une déclaration relative à certains des problèmes à résoudre; je dis d'une manière très provisoire, parce que je

(Sir James Plimsoll, Australie)

pense que très peu d'entre nous sont en mesure de prendre une position bien arrêtée sur n'importe quelle question de fond. Tant que nous n'aurons pas en main le rapport que nous présenterons à l'Assemblée générale, c'est-à-dire notre rapport annuel, nous ne pourrions pas dire à coup sûr que cela ne sera pas réalisé, mais je pense que c'est peu probable. Toutefois, même sans un texte concerté émanant de notre Comité, nos gouvernements ont la possibilité, en étudiant les comptes rendus des débats et en examinant certains des documents de travail que nous avons soumis - et celui que les Pays-Bas ont présenté aujourd'hui - d'étudier eux-mêmes certaines des questions dont ils devront s'occuper avant que le Comité ne commence son travail l'année prochaine.

Nous avons aussi eu des débats sur le désarmement nucléaire. A vrai dire, je ne pense pas que nous puissions parvenir rapidement à une solution dans ce domaine. Les problèmes de la destruction des armes nucléaires, ou même du contrôle complet de leur fabrication, sont bien plus complexes que certains des autres problèmes dont nous sommes saisis. Je ne pense pas que le Comité puisse réaliser des progrès positifs dans ce domaine à bref délai sous la forme de décisions relatives à un programme ou à des mesures à prendre. Pourtant, nous avons eu certaines discussions utiles sur les problèmes qui se posent. Je pense que beaucoup d'entre nous sont mieux informés qu'ils ne l'étaient lorsque nous nous sommes réunis. Certains d'entre nous pensent que dans ce domaine aussi nous pourrions réaliser certains progrès sans attendre une décision sur l'ensemble de la question, par exemple en ce qui concerne ce qu'on est convenu d'appeler "l'arrêt de la production de matières fissiles à des fins d'armement", ou, pour citer la résolution de l'Assemblée générale, "La question de la cessation et de l'interdiction adéquatement vérifiées de la production de matières fissiles pour des armes nucléaires et d'autres dispositifs nucléaires explosifs". C'est là un domaine dans lequel, de l'avis de l'Australie, et de certains autres orateurs, nous devrions pouvoir faire certains progrès sans attendre un accord plus large sur le désarmement nucléaire, sous la forme d'un programme d'action ou d'un programme aux fins d'examen.

Nous avons été saisis de la question des garanties aux Etats non dotés d'armes nucléaires, et c'est là une question à propos de laquelle les membres du Comité se sont entendus au sujet d'un document. Chacun de nous est maintenant mieux informé en la matière qu'au début de notre débat et nous sommes mieux informés de l'attitude de certains des pays les plus importants à cet égard.

Donc, nous avons le même ordre du jour pour l'année prochaine. Certains points y seront peut-être ajoutés. Cette similitude ne veut pas dire que nous n'avons fait aucun progrès.

(Sir James Plimsoll, Australie)

Il faudra donc que nous déterminions nos priorités futures. Je ne crois pas que nous puissions le faire avant de nous réunir l'année prochaine. Dans l'intervalle aura lieu la session de l'Assemblée générale, avec les discussions internationales qui l'accompagnent. Nous devons tenir compte du fait que la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération s'ouvrira bientôt; peut-être le Comité sera-t-il en mesure de faire quelque chose pour contribuer à son succès, en particulier en ce qui concerne le traité d'interdiction complète des essais.

L'Australie siège ici cette année pour la première fois. Notre délégation est un nouveau membre du Comité du désarmement. Elle a activement participé à cette session. Elle a exprimé certaines vues sur des questions de fond. Elle a participé à l'analyse et à l'exploration des problèmes et à l'examen des questions. Nous avons suggéré pendant la première session que l'on organise un séminaire ou une démonstration ou quelque chose de ce genre sur les armes chimiques; le représentant des Pays-Bas vient encore de s'y référer ce matin. J'espère que le secrétariat estimera que cette question est suffisamment avancée pour soumettre cette année des propositions budgétaires à l'Assemblée générale. Comme vous le savez, la délégation australienne a proposé que la session prenne fin le 17 août pour que nous soyons prêts à consacrer plus de temps à l'examen des questions. Même dans la situation actuelle, si nous terminons demain, je pense que notre Comité peut éprouver une certaine satisfaction devant ce qui a été réalisé. Nous n'avons rien à nous reprocher. Je pense du moins que la délégation australienne, si je peux reprendre le point soulevé par le représentant de la Pologne, n'éprouvera aucune difficulté à expliquer au peuple australien ce qu'elle a fait. De nombreuses autres délégations présentes ici n'auront pas non plus, je pense, de difficulté à rendre compte de ce qu'elles ont fait.

M. DOMOKOS (Hongrie) : Monsieur le Président, il est naturel qu'à l'approche de la fin d'une session nous établissions le bilan du travail accompli, essayions de faire état des résultats et, si nous ne sommes pas satisfaits des aboutissements, tentions d'analyser et de découvrir les causes et les circonstances, les facteurs défavorables. Comme d'usage en pareil cas, nous avons entendu ces jours-ci aussi plusieurs déclarations de la part des pays membres sur la performance de cette session du Comité du désarmement. Je voudrais faire connaître brièvement la position de ma délégation à ce sujet.



(H. Domokos, Hongrie)

En janvier de cette année, ma délégation s'est mise à cette table de négociation avec l'espoir que nous réussirions à réaliser des progrès tangibles dans la solution de nombreux problèmes du désarmement. Nous avons réuni cet espoir à notre détermination de chercher de toutes les manières des possibilités d'arriver cette année-ci à un résultat plus significatif que les années précédentes.

Si nous comparons notre espoir, notre volonté de contribution et les efforts dépensés avec l'issue de cette session, et puis les résultats avec la grandeur de la tâche qui nous appartient, nous pouvons dire qu'un plus grand progrès aurait été bien justifié dans l'intérêt du renversement de la course aux armements. Mais nous pensons en même temps que l'issue d'une session doit être comparée avec celle de la session précédente. A cet égard, nous estimons que l'esquisse d'une image d'ensemble positive n'est pas sans fondement.

Il est vrai que le Comité n'a pas pu négocier durant cette session un projet de traité ou de convention. Néanmoins, pendant cette session, nous étions témoins de nombreux processus favorables et le Comité a déployé une activité dont le bénéfice sera appréciable dans la période suivante.

A cet égard, je voudrais m'arrêter un peu au point 3 de l'ordre du jour du Comité concernant les garanties de sécurité négatives, qui était pour la première fois inscrit à l'ordre du jour et au programme de travail de notre Comité. Ma délégation attache une importance particulière à ce thème; c'est pour cela que nous avons activement participé à l'examen et à la négociation de ce sujet.

D'après nous, le Comité a fait un travail utile, même indispensable, pour pouvoir réaliser des progrès plus rapides dans l'avenir.

Le Groupe de travail spécial créé par le Comité a amorcé pratiquement les négociations. Il a achevé des travaux préliminaires qui peuvent être considérés comme partie intégrante du processus de négociation et qui doivent nécessairement être exécutés préalablement à l'élaboration des articles particuliers d'un projet de convention. Nous ne pouvons pas prétendre que nous avons déjà dépassé ce stade préparatoire. Quand même, en analysant le rapport du Groupe de travail spécial, on peut arriver à des conclusions positives. Les documents de travail présentés au Comité, les projets de convention des pays socialistes et du Pakistan, la compilation préparée par le secrétariat nous ont permis de mieux connaître la position, la manière de penser des autres, d'une part, et de nous rapprocher de la découverte des moyens possibles d'élaborer des arrangements concrets, d'autre part.

(M. Domokos, Hongrie)

Le Groupe de travail a identifié plusieurs éléments des négociations futures et il a mis au jour beaucoup d'idées précieuses, d'arguments intéressants qui facilitent l'élaboration de dénominateurs communs. Le rapport a pu constater l'identité des vues sur plusieurs questions. Le fait que l'idée de la conclusion d'une convention internationale sur les garanties de sécurité négatives ait été en principe admise est un élément favorable. Donc, sur la base des réalisations du Groupe de travail spécial, nous pouvons espérer à juste titre qu'à sa prochaine session le Comité pourra accélérer la mise au point d'une convention à ce sujet. Nous estimons aussi que le rapport du Groupe de travail spécial constitue une contribution utile à l'examen ultérieur de ce problème aux Nations Unies.

Nous sommes convaincus que pas un seul pays ou groupe de pays ne peut s'approprier le résultat que nous avons atteint au cours de cette session. La volonté de réaliser un progrès dans les négociations de divers sujets de désarmement ne peut être le privilège de certains. Le travail est collectif dans le Comité, les décisions prises reflètent un consensus. Il s'ensuit que les résultats et les responsabilités doivent aussi être partagés entre les pays membres de ce Comité. Je voudrais tout de même souligner que les pays socialistes ont été particulièrement actifs tout au long de la session. Ils ont pris de nombreuses initiatives, ils ont présenté des propositions concrètes, des documents de travail, pour faire progresser les négociations sur tous les points inscrits à l'ordre du jour annuel du Comité du désarmement.

M. SUMMERHAYES (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais seulement ajouter quelques détails à l'une des remarques faites il y a quelques instants par le distingué représentant des Pays-Bas dans sa déclaration sur les armes chimiques. Je voudrais, en passant, féliciter la délégation néerlandaise du rôle extrêmement constructif et actif qu'elle a joué dans le domaine des armes chimiques au cours de la présente session.

M. l'Ambassadeur Fein a mentionné la possibilité de tenir un séminaire sur les armes chimiques, peut-être au cours de la session prochaine de notre Comité, en 1980. Cette idée avait déjà été avancée par la délégation australienne et je tiens à dire que la délégation britannique l'appuie entièrement. Nous pensons que c'est une idée excellente. Le séminaire sur les armes chimiques aurait pour but de donner à ceux d'entre nous qui interviendront dans les négociations sur les armes chimiques dans ce Comité l'année prochaine des informations sur les principaux problèmes que nous aurons à examiner.

(M. Summerhayes, Royaume-Uni)

J'imagine que ce séminaire sera d'une nature destinée à aider, mais qu'il aura un caractère principalement technique, qu'il pourrait se concentrer sur quelques-uns des concepts et des questions avec lesquels nous devrons nous familiariser, par exemple ce qu'il faut entendre par critères de toxicité, ce qu'est un critère à double fin, quels genres de problèmes se posent dans la destruction des stocks, etc. Si l'on s'arrangeait pour que le séminaire coïncide avec la période pendant laquelle les experts sur les armes chimiques seront avec nous, il serait possible, je pense, de faire appel à leur expérience pendant la réunion d'information et ils pourraient nous aider, nous les non-experts, à mieux comprendre certaines de ces questions. Je pense que le séminaire pourrait être organisé à peu de frais et qu'il nous aiderait dans notre travail en vue de l'élaboration d'une convention sur les armes chimiques.

Je voudrais faire encore une autre suggestion sur cette question. Les délégations qui ont envoyé des experts au Royaume-Uni à la réunion de travail sur les armes chimiques qui s'est tenue en mars dernier savent que mon Gouvernement avait organisé à cette occasion une démonstration de divers matériels de protection pour la défense chimique. Je pense qu'il a été généralement reconnu qu'une telle démonstration a été une utile mesure propre à renforcer la confiance. J'aimerais suggérer qu'une démonstration similaire soit tenue à Genève, de manière à coïncider avec le séminaire. J'ajouterai que si certaines délégations voient quelque mérite à cette idée et seraient prêtes à prendre des dispositions pour envoyer du matériel, les autorités britanniques seraient heureuses d'en faire autant. J'espère que cela pourrait nous aider dans nos travaux pendant la prochaine session.

M. GHAREKHAN (Inde) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, comme il se trouve que la présente séance est une séance d'évaluation et pour faire perdre le moins de temps possible au Comité, je voudrais faire à ce stade une déclaration au nom du Groupe des 21, dont j'assume actuellement la présidence.

Je voudrais que cette déclaration soit publiée en tant que document officiel du Comité et, lorsque j'aurai fini d'en donner lecture, nous en remettrons le texte au secrétariat pour qu'il puisse être publié en tant que document du Comité, sous une cote appropriée.

Le texte de cette déclaration est le suivant :

(M. Gharekhan, Inde)

"La session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement a reconnu que le mécanisme multilatéral de désarmement qui était alors en place n'avait pas produit de résultats adéquats et a notamment créé le Comité du désarmement en tant que forum multilatéral unique de négociation où les Etats sont plus amplement représentés, afin de revitaliser les négociations sur le désarmement. Le Groupe des 21 espérait que grâce à cette mesure, jointe à l'adoption par consensus du Programme d'action à la session extraordinaire les négociations sur le désarmement aboutiraient à des progrès concrets, en particulier pour les questions prioritaires.

Durant cette première session annuelle, le Comité du désarmement a beaucoup travaillé. Compte tenu des résultats passés, l'adoption, par le Comité, de son règlement intérieur constitue un succès notable. Les débats sur cette question ont révélé que tous les Etats souhaitent participer efficacement au processus des négociations sur le désarmement. De même, l'adoption de l'ordre du jour a été un progrès, puisqu'elle a révélé qu'il y a consensus au sein du Comité, d'une part en ce qui concerne le cadre général des tâches dont il est chargé et d'autre part, pour les questions qui doivent d'urgence faire l'objet de négociations au sein du Comité, conformément aux recommandations maintes fois formulées par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le Groupe réaffirme l'importance et l'urgence qu'il y a à conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Malheureusement, à sa session de 1979, le Comité n'a pas pu examiner en profondeur la question de l'interdiction des essais nucléaires, en dépit des nombreuses résolutions dans lesquelles l'Assemblée générale des Nations Unies lui demandait de donner la priorité la plus haute à des négociations sur un tel traité. Cette situation tient au fait que les Etats Membres participant aux négociations trilatérales sur cette question ne semblent pas prêts à négocier dans le cadre du Comité du désarmement.

Le Groupe n'est pas satisfait du rapport sur les négociations trilatérales, qui a été présenté tout à la fin de la session du Comité du désarmement. Il estime que les Etats concernés auraient pu établir un rapport complet et détaillé sur l'état de ces négociations et sur les points d'accord et de désaccord. Cependant, les progrès réalisés dans les négociations trilatérales, tels qu'ils ressortent des déclarations officielles des Etats concernés, montrent qu'il n'y a aucune raison de retarder encore l'ouverture de négociations concrètes sur un traité d'interdiction complète des essais nucléaires au sein du Comité du désarmement.

(M. Gharekhan, Inde)

Le Groupe affirme donc que ces négociations devraient commencer au début de la prochaine session du Comité du désarmement et occuper la première place sur la liste des priorités.

Le Groupe apprécie à leur juste valeur les travaux accomplis au cours de cette session par le Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques et en approuve la reconduction.

Le Groupe réaffirme le consensus atteint à la session extraordinaire selon lequel le désarmement nucléaire revêt la plus haute priorité parmi les objectifs du désarmement. Il a donc accueilli avec satisfaction l'initiative prise en 1979 de commencer des négociations sur cette question au Comité. Pour sa part, il a présenté des propositions concrètes en vue de réaliser cet objectif.

Le Groupe estime que la question du désarmement nucléaire devrait figurer à l'ordre du jour de la session de 1980 du Comité du désarmement et que des négociations devraient être menées, conformément au paragraphe 50 et aux autres dispositions pertinentes du Document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Le Groupe estime que la garantie la plus efficace de sécurité contre l'utilisation ou la menace de l'utilisation des armes nucléaires réside dans le désarmement nucléaire et l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires. Les Etats dotés d'armes nucléaires ont l'obligation de fournir aux Etats non dotés d'armes nucléaires des garanties contre l'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires. Le Groupe note avec satisfaction que des propositions en vue de la conclusion d'arrangements internationaux efficaces sur cette question ont été présentées par certains de ses membres. A ce propos, il note qu'en principe les membres du Comité du désarmement n'ont aucune objection contre l'idée d'une convention internationale. Le Groupe se félicite de la création d'un groupe de travail spécial chargé d'examiner et de négocier sur cette question.

Le Groupe estime que les négociations devraient se poursuivre à la prochaine session du Comité, en 1980, et que le mandat du Groupe de travail spécial devrait être renouvelé afin que le Groupe continue de rechercher une approche commune en vue de la conclusion d'un instrument international efficace garantissant les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires.

A sa trente-troisième session, l'Assemblée générale a prié le Comité du désarmement d'entreprendre, au début de sa session de 1979, à titre hautement prioritaire des négociations en vue de l'élaboration d'un accord sur des mesures

(M. Gharekhan, Inde)

efficaces pour l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage de toutes les armes chimiques et pour leur destruction. Comme il ressort de la résolution de l'Assemblée générale, l'achèvement des négociations bilatérales sur cette question entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ne devrait pas être une condition préalable pour l'ouverture, au sein du Comité, de négociations sur une convention sur les armes chimiques. Au début de la session de 1979 du Comité, conformément à la demande de l'Assemblée générale et compte tenu de la grande importance qu'elle attache à cette question, le Groupe a présenté une proposition visant à créer un groupe de travail spécial afin de pouvoir entreprendre des négociations. Plusieurs autres délégations ont fait des propositions analogues.

Le Groupe regrette que, malgré l'appui quasi unanime du Comité, il n'ait pas été possible de parvenir à un accord visant à créer un groupe de travail spécial afin de procéder sans délai à des négociations concrètes sur une convention relative aux armes chimiques.

Le Groupe prend acte des informations relativement détaillées sur l'état actuel des négociations bilatérales figurant dans la déclaration commune des Etats-Unis et de l'URSS. Ces informations, ainsi que les contributions des autres membres, renforcent la conviction du Groupe qu'il existe une base suffisante pour procéder immédiatement à de véritables négociations au sein du Comité et qu'il est nécessaire de le faire.

Le Groupe réaffirme qu'un groupe de travail spécial devrait être établi au début de la prochaine session pour négocier sur une convention relative aux armes chimiques.

Le Groupe note avec satisfaction la présentation d'une proposition commune concertée américano-soviétique relative aux principaux éléments d'un traité interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes radiologiques. Cependant, il a estimé que des négociations sérieuses sur la proposition commune devraient débiter à un stade approprié, étant donné qu'il faut un certain temps pour que les gouvernements intéressés puissent examiner ce texte.

En évaluant la première session du Comité, le Groupe se préoccupe de constater que, malgré les travaux intensifs accomplis sur certains points, le Comité n'a pas pu réaliser de progrès concrets sur les principales questions inscrites à son ordre du jour. Il est également déçu de l'approche adoptée pour certaines questions importantes au sein de l'organe de négociation multilatérale qu'est le Comité.

Le Groupe pense que le Comité du désarmement devrait procéder à des négociations concrètes plutôt que de se borner à des discussions générales.

(M. Gharekhan, Inde)

Les négociations menées dans d'autres instances ne devraient en aucune façon entraver les négociations multilatérales au sein du Comité. En outre, le Comité du désarmement devrait participer directement à tous les stades des négociations sur les questions figurant à son ordre du jour.

Le Groupe tient à souligner que, puisque les questions du désarmement intéressent directement tous les Etats qui ont des responsabilités particulières vis-à-vis des Etats dotés d'armes nucléaires et des Etats militairement importants, il convient d'adopter une nouvelle approche dans les négociations multilatérales menées au Comité du désarmement. Cette nouvelle approche devrait assurer la pleine participation de tous les Etats membres, afin de permettre au Comité de s'acquitter efficacement de ses tâches. Le Groupe espère que toutes les autres délégations coopéreront aux travaux futurs du Comité en vue de réaliser cet objectif."

M. FISHER (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, parlant au nom de la délégation des Etats-Unis, je puis dire que j'ai été fort impressionné par la suggestion initiale de l'Australie, qui a été complétée aujourd'hui par les Pays-Bas et le Royaume-Uni, sur la façon d'organiser un séminaire sur les armes chimiques. Je reconnais que nous ne saurions prendre dès à présent une décision en la matière, mais nous serons prêts à l'envisager avec faveur au début de la session de 1980. Nous avons tout particulièrement apprécié la suggestion faite par mon voisin, le distingué Ambassadeur du Royaume-Uni, à l'effet que l'un des aspects à étudier serait la possibilité de procéder à une démonstration de matériel de protection. Nous serons prêts à adopter une attitude tout à fait coopérative à cet égard lorsque nous nous réunirons ici en 1980.

M. SUJKA (Pologne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, mardi dernier, répondant à votre demande de soumettre par écrit des amendements à notre projet de rapport annuel, ma délégation vous a remis, au nom d'un groupe de pays socialistes, des textes aux fins d'inclusion dans des parties déterminées du projet de rapport.

Ma délégation voudrait à présent vous demander, Monsieur le Président, de bien vouloir faire en sorte que ces suggestions soient distribuées en tant que document officiel du Comité.

M. FONSEKA (Sri Lanka) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, pardonnez-moi de commencer à présenter des observations à cette heure, cinq minutes avant l'heure où, je crois, vous souhaitiez lever la séance. Je ne puis faire autrement, car nul sans doute ne sera tout à fait surpris si je dis que certaines

(II. Fonseka, Sri Lanka)

des remarques faites par des délégations ce matin, prises ensemble, s'appliquent à la déclaration que j'ai faite le 31 juillet. Si je parle en dernier, c'est seulement parce qu'il me fallait, dans le laps de temps dont je disposais, rassembler mes esprits après avoir entendu les remarques fort perspicaces formulées par certaines délégations.

Je n'ai pas l'intention d'abuser du temps du Comité, puisque le distingué représentant de l'Inde a fait une déclaration présentant les vues du Groupe des 21, dont je suis membre. Je ne reviendrai pas sur les mêmes questions, mais j'essaierai de m'en tenir aux éléments des déclarations faites par certaines délégations, qui peuvent s'appliquer ou s'appliquent aux remarques que j'ai faites le 31 juillet.

Les distingués représentants de l'Union soviétique, de la Pologne et, je crois, de la République démocratique allemande ont rappelé qu'ils s'étaient déclarés prêts à prolonger les travaux du Comité et que cela n'avait pas été possible en raison de l'attitude de certaines délégations. Ceux d'entre nous qui ont assisté aux réunions officielles du Comité se rappelleront les circonstances dans lesquelles certaines délégations ont estimé plus approprié de mettre fin le 10 août aux travaux du Comité. Je ne désire pas faire perdre le temps du Comité en revenant sur tout cela. Qu'il me suffise de dire qu'au moment précis où l'on discutait de la question de l'extension du programme de travail du Comité, de la question de savoir si la session se terminerait le 10, le 17 ou le 24, les délégations savaient que certaines déclarations importantes, certains documents qui avaient trait à la continuation des travaux du Comité n'étaient pas encore disponibles. Permettez-moi de dire, comme le sait d'ailleurs le Comité, que ces déclarations, ces documents ont été mis à la disposition du Comité à l'expiration du calendrier figurant dans le programme de travail arrêté par le Comité. A ce moment-là, il n'aurait pas été possible aux membres du Comité, et certainement pas à certaines des délégations, d'apporter une contribution positive, alors que les rapports des parties aux négociations trilatérales et bilatérales n'étaient pas disponibles. C'est évidemment ce que les membres du Comité avaient à l'esprit lorsqu'ils ont estimé qu'ils devaient terminer leurs travaux le 10 août.

Je n'ai pas l'intention de revenir sur ce que j'ai dit l'autre jour, mais je ne serais guère intelligent si je ne comprenais pas que les déclarations faites ce matin indiquaient nettement, et ne se contentaient pas de laisser entendre, que



(M. Fonseka, Sri Lanka)

le Comité avait fait beaucoup plus que ne le pensaient certaines délégations, dont la mienne. Je ne veux pas entamer une discussion à ce sujet, mais je voudrais rappeler que, dans la déclaration que j'ai faite le 31 juillet, j'ai mentionné certaines réalisations positives du Comité. L'une concerne l'adoption du règlement intérieur et, au risque de me répéter, je rappellerai que j'ai dit que pour un comité qui a fonctionné, ou dont le prédécesseur a fonctionné sans règlement intérieur pendant 17 ans, c'est vraiment un succès que d'avoir mis au point ce document en un mois. Inutile de dire que, lors de l'établissement et de la mise au point de ce règlement intérieur, certains membres du Comité ont manifesté le vif désir de maintenir certaines positions, tandis que d'autres membres souhaitaient faire prévaloir d'autres points de vue. Un tel processus prend naturellement du temps et si cela a pu être réalisé pour la première fois après 17 ans, c'est vraiment un succès.

L'autre question concerne l'ordre du jour que nous avons adopté. Les observations que j'ai formulées le 31 indiquaient clairement que c'était là une réalisation importante. Nous avons mis au point un ordre du jour, notre "décalogue", qui, de l'avis de ma délégation, pourra nous servir dans toute la suite de nos travaux. Le fait que cet ordre du jour ait été accepté constitue un succès.

Le distingué représentant de la Pologne a donné une définition du terme "négociation". Je n'ai aucune difficulté à accepter cette définition. Elle est bien conçue; il serait peut-être possible de l'améliorer, mais c'est une assez bonne définition. Cependant, si je comprends bien les remarques du distingué représentant de la Pologne, des négociations ne doivent avoir lieu que lorsqu'une convention a atteint les stades finals de son élaboration. C'est précisément la question que ma délégation a soulevée au Comité. Si j'interprète correctement les observations formulées par M. l'Ambassadeur de l'Inde au nom du Groupe des 21, c'est là une position que certains membres du Comité, y compris ma délégation, ont du mal à accepter, à savoir que le Comité n'est pas habilité à négocier, si ce n'est lorsqu'il est saisi d'un projet de traité. Lorsque j'ai présenté des observations le 31 juillet, j'ai tenu à demander, et d'autres délégations ont aussi demandé : Pourquoi pas ? N'est-il pas possible de mener des négociations parallèles ? Je crois comprendre que la pratique suivie par l'ancien Comité était d'attendre qu'un traité soit présenté par des parties à des négociations bilatérales, trilatérales, quadrilatérales et de ne commencer à négocier qu'à ce moment-là.

(M. Fonseka, Sri Lanka)

Si cette solution doit être adoptée, cette pratique pourra peut-être continuer à être appliquée, mais certains membres du Comité pensent autrement, Monsieur le Président. Ce n'est pas la définition du terme "négociation" qui pose un problème. C'est plutôt la question de savoir si le rôle du Comité est autre que d'attendre la présentation d'un projet de traité. Je pourrais peut-être revenir plus tard sur cette question.

Le distingué représentant de la Pologne a également fait état de façon très appropriée d'une observation que j'ai faite au cours de ma déclaration du 31 juillet concernant nos "mandants" respectifs. Je rappellerai très brièvement que j'ai mentionné deux mandants. Nous avons chacun 1) nos gouvernements et 2) l'Assemblée générale. Cette observation devait, je crois, servir de fond au rapport que nous allions présenter à l'Assemblée générale. M. le représentant de la Pologne a dit à juste titre qu'il savait ce qu'il allait dire à son "mandant", c'est-à-dire à son gouvernement. Je ne veux pas revenir sur tout cela. Je pense que nous parlions tous les deux premièrement au Comité et deuxièmement à notre "mandant", notre gouvernement, et nous avons chacun le droit de mentionner cette question ou de faire rapport à nos "mandants" respectifs. Mais ce qui m'a frappé dans les observations du distingué représentant de la Pologne, c'est qu'il a mentionné de façon précise le premier mandant, nos gouvernements respectifs. Il n'a toutefois pas mentionné l'autre mandant dont j'ai parlé, c'est-à-dire l'Assemblée générale. Ai-je besoin de revenir encore sur cette question et de dire pourquoi il n'a pas été question de l'Assemblée générale?

Une autre observation faite au cours des déclarations de ce matin est celle du distingué représentant de la République démocratique allemande concernant les délibérations du Comité sur la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire. Il est particulièrement encourageant pour ma délégation, et je crois pour d'autres délégations du Groupe des 21, qu'il ait approuvé d'une façon générale la déclaration faite par le Groupe des 21 à ce sujet. Ce que je voudrais mentionner ici, c'est une proposition très utile qu'il a faite, inspirée d'une suggestion du distingué représentant du Nigéria, qui visait à "geler" la course aux armements nucléaires. C'est ce que j'ai entendu. La déclaration a depuis été distribuée. C'est une idée que le représentant de la République démocratique allemande a accueillie avec satisfaction et qu'il se propose de reprendre l'année prochaine. Il a même fait des suggestions quant à la date et à l'endroit où pourraient avoir lieu des négociations sur le fond, ainsi qu'aux participants éventuels. Permettez-moi de dire, Monsieur le Président, qu'il y a là une tendance

très positive dont l'honneur revient au distingué représentant du Nigéria, premier auteur de cette suggestion.

Il me vient en même temps à l'esprit que si la délégation de la République démocratique allemande est prête à envisager ou à poursuivre l'idée d'un "gel" de la course aux armements nucléaires, elle n'a nullement manifesté l'intention d'accueillir une idée analogue sur une autre question, à savoir l'interdiction des essais nucléaires. Nous laisserons de côté la question d'un traité ou d'une convention - qui est fort complexe. Nous savons ce qui s'est passé. Mais une autre suggestion a été faite et reprise dans une résolution de l'Assemblée générale, selon laquelle nous pourrions avoir un "moratoire" sur les essais nucléaires. J'aurais souhaité que les idées émises par le représentant de la République démocratique allemande à propos de la question du "gel" des armements nucléaires au niveau actuel puissent aussi s'appliquer à un moratoire sur les essais nucléaires.

J'ai de bonnes raisons pour soulever cette question, Monsieur le Président. Dans ma déclaration du 31, j'ai fait observer que le distingué représentant de la Suède avait appelé l'attention du Comité sur le fait qu'il y avait eu 48 explosions nucléaires l'année dernière - 48 explosions nucléaires. J'ajouterai qu'à aucun moment au cours des délibérations du Comité, ce chiffre n'a été contesté. Je ne dis pas que ce chiffre soit exact pour la simple raison que le distingué représentant de la Suède l'a cité. Je dis qu'il n'a pas été contesté. Reconnaissons que 48 explosions nucléaires représentent une moyenne passablement élevée pour une année qui compte 52 semaines.

Monsieur le Président, le distingué représentant de l'Union soviétique m'a demandé, je dis "m'a demandé" parce que c'était moi qui avais formulé l'observation, quelle contribution ma délégation ou certaines délégations avaient apportée aux travaux du Comité. Je peux répondre à cette question. J'y ai déjà répondu pour ce qui est de ma délégation. Nous avons passé beaucoup de temps à écouter, et il en va de même, je crois, de beaucoup de délégations ici présentes. Rien d'étonnant à cela. Une délégation qui n'est pas au courant se doit d'écouter, mais lorsqu'il lui arrive de prendre la parole, elle doit aussi s'attendre à recevoir une réponse, comme cela m'est arrivé aujourd'hui. Aucune délégation ne pensera, j'en suis persuadé, qu'une autre délégation, parce qu'elle est en train de s'instruire, ne doit avoir rien à dire.

Je crois que ma dernière observation concernant la contribution apportée par ma délégation est pertinente parce que la contribution que nous avons apportée aux questions de fond est peu importante.

(M. Fonseka, Sri Lanka)

Je réponds à la question qui a été posée pour ce qui est de ma délégation. Je vais essayer de donner une réponse plausible, peut-être pas une raison acceptable, mais une raison plausible. On ne peut raisonnablement espérer que les pays qui ne fabriquent pas d'armes chimiques, qui ne fabriquent pas d'armes nucléaires, sans parler des armes radiologiques ou qui n'envisagent pas d'avoir des armes radiologiques, puissent apporter une contribution substantielle dans ce domaine, à moins que l'on ne suggère qu'elles commencent à en fabriquer afin de pouvoir apporter une contribution.

J'ai parlé il y a un moment de l'interdiction complète des essais. J'en viens maintenant aux armes radiologiques puisque j'en ai parlé dans ma dernière déclaration. On nous a dit que l'une des contributions importantes apportées à la présente session du Comité était le projet de traité sur les armes radiologiques. J'ai indiqué clairement l'autre jour que nous n'avions d'objection à l'encontre d'aucun procédé qui hâterait le désarmement ou fixerait un plafond en matière d'armements. C'est là une fort bonne chose. J'ai fait un rapprochement qui était peut-être exagéré mais qui était pertinent. J'avais l'intention de présenter les choses sous une forme simplifiée et compréhensible pour les autres membres; mais parlons maintenant de l'importance de deux autres questions qui ont été examinées au Comité et à la session extraordinaire.

Dans le paragraphe 76 du Document final de sa session extraordinaire, l'Assemblée générale a dit ce qui suit au sujet des armes radiologiques :

"une convention interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation d'armes radiologiques devrait être conclue."

Ai-je besoin de rappeler au Comité ce que l'Assemblée générale a dit à sa session extraordinaire au sujet des essais d'armes nucléaires ? Ai-je besoin de le répéter, ou de m'étendre sur le paragraphe 51, qui concerne l'interdiction des essais nucléaires ? Certes pas.

J'ai peut-être été un peu véhément dans mes propos que je n'aurais dû l'être, mais les déclarations faites aujourd'hui se rapportaient à ce que j'avais dit le 31 juillet. Comme je l'ai déjà dit, le Groupe des 21 a répondu à plusieurs de ces questions et je ne veux pas y revenir. Avant de terminer, je voudrais présenter mes excuses aux délégations qui ont déjà réagi de façon assez énergique aux remarques que j'ai faites, mais ces remarques étaient celles d'une délégation assez représentative de la moyenne des participants au Comité. Je voudrais aussi remercier les membres du Comité qui ont contribué aujourd'hui à mon éducation et je peux leur assurer que leur leçon a été entendue.

(M. Fonseka, Sri Lanka)

Il me reste encore à m'acquitter d'un devoir personnel. Je voudrais présenter mes meilleurs voeux et mes remerciements au distingué représentant de la Hongrie, que j'ai bien connu et dont je regrette personnellement le départ.

Le PRESIDENT (Birmanie) (traduit de l'anglais) : Au nom du Comité, je voudrais présenter au distingué représentant de la Hongrie, M. l'Ambassadeur Domokos, nos meilleurs voeux de succès dans ses nouvelles et importantes fonctions. En même temps, je tiens à dire que M. l'Ambassadeur Domokos, dont les remarquables qualités personnelles et professionnelles sont bien connues de nous tous, nous manquera beaucoup. Nous espérons néanmoins qu'il continuera de rester en contact avec nos travaux de manière que nous puissions bénéficier de sa coopération au Comité. Il a accompli dans cet organisme un excellent travail dont il devrait être fier.

Je serai très bref en cette heure tardive. Vous vous souviendrez que nous avons convenu, dans notre programme de travail pour cette semaine, de prévoir une séance plénière vendredi à 10 heures. Depuis lundi, nous avons poursuivi notre examen du projet de rapport dans l'espoir de pouvoir terminer notre travail demain matin. Nous avons également prévu d'avoir, en cas de besoin, une séance supplémentaire vendredi après-midi. Je suis certain que tous les membres du Comité se rendent compte du fait qu'il reste encore beaucoup à faire à propos du projet de rapport annuel à l'Assemblée générale et je pense qu'il est parfaitement évident que nous ne serons pas en mesure de terminer notre travail vendredi matin. Même si nous réalisions aujourd'hui des progrès substantiels, le secrétariat devra mettre au point le texte final du rapport. Dans ces conditions, je ne vois d'autre solution que d'annuler notre séance plénière de demain matin et de la reporter à demain 15 heures, étant entendu qu'à ce moment-là, soit nous adopterons le rapport, soit nous déciderons de reporter à plus tard la date de clôture des travaux du Comité. Je propose de convoquer cet après-midi à 15 h 30 une réunion officieuse pour poursuivre notre examen du projet de rapport annuel.

A 14 h 45, le distingué représentant du Canada se trouvera dans la salle C.108 pour des consultations officieuses. Selon les progrès qui seront réalisés au cours de nos réunions officieuses de cet après-midi, nous pourrons également convoquer une réunion officieuse pour demain matin. Pour terminer, je voudrais adresser aux interprètes nos remerciements pour la patience dont ils ont fait preuve au cours de ces longues heures de travail.

La séance est levée à 13 h 20.